[marches-securises.fr PUBLICATION](http://www.marches-securises.fr) ÉTABLISSEMENT



**Ville de Pamandzi (976)**

Place de la Mairie

BP55

97615 Pamandzi

**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX**

**Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice**

**Nom et addressee officiels de l'organisme acheteur**

Ville de Pamandzi (976), Monsieur, Le Maire, Madi MADI SOUF, 23 rue de la Mairie BP55, 97615 Pamandzi, FRANCE. Tel : +33[269601282. E-mail : naouirdine.ahmed@mairie-pamandzi.fr.](mailto:269601282.%20E-mail%20:%20naouirdine.ahmed@mairie-pamandzi.fr.)

**Adresse(s) internet**

[Site du profil d'acheteur : https://www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur**

Services généraux des administrations publiques.

**Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non**

**Description du marché**

**Objet du marché**

**Priorités des voiries communales 2025-2027**

**Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

45233252

**Lieu d'exécution**

Commune de Pamandzi 97615 Pamandzi

Code NUTS: FRY50

**Caractéristiques principales**

Dévolution en accord-cadre unique.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 3 500 000.00 euros HT.

**Type de marché**

Travaux : Exécution

**Type de procédure**

Procédure adaptée ouverte

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)**

**Valeur estimée hors TVA :** Fourchette : entre 1 et 3500000 euros

**Des variantes seront prises en considération : Non L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre. Division en lots: oui 3 lots**

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 4 (à compter de la date de notification du marché).

**Conditions de délai**

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Mardi 12 2025 - 12:00 heure de Mayotte

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en jours :** 120jours (à compter de la date limite de réception des offres).

**Informations sur l'accord cadre**

Accord-cadre avec un seul opérateur.

**Durée de l'accord-cadre :** Durée en mois : 24

**Estimation de la valeur totale des acquisitions pour l'ensemble de la durée de l'accord-cadre :** Fourchette : entre 0 et 3500000 euros

**Conditions relatives au marché**

**Cautionnement et garanties exigés :**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Il n'est pas exigé de garantie pour le remboursement de l'avance.

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :**

Fonds propres.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Toutefois, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements en qualité de membres de plusieurs groupements.

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

**Unité monétaire utilisée : Euro.**

**L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non**

**Conditions de participation**

**Critères de sélection des candidatures :**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

**Situation juridique - références requises :**

Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

**Capacité économique et financière**

**Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

**Capacité technique**

**Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants

(montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin.

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du

formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: valeur technique 70%

2: prix 30%

**Une enchère électronique sera effectuée : Non**

**Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice**

**Date limite d'obtention :** mardi 12 Aout 2025 - 12:00 heure de Mayotte

**Procédures de recours**

**Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Mamoudzou Les Hauts du Jardin du Collège rue de l'internat 97600 Mamoudzou FRANCE. Tél. +33

[269611856. E-mail : greffe.ta-mayotte@juradm.fr. Fax +33 269611862. URL : http://juradm.fr.](http://juradm.fr)

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Greffe du Tribunal Administratif de Mamoudzou La même que celle précédente 97615 Pamandzi FRANCE.

**Adresses complémentaires**

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :**

Mairie de Pamandzi 23 rue de la Mairie BP 55 , à l'attention de Monsieur, Le Maire, Hamidou SIAKA , 97615 PAMANDZI, FRANCE. Tél.

[+33 269601282. E-mail : mifouza@mairie-pamandzi.fr. URL : https://www.marches-securises.fr.](http://www.marches-securises.fr)

**Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus :**

[Mairie de Pamandzi via notre plateforme: https://www.marches-securises.fr , à l'attention de Monsieur, Le Maire, Madi madi souf , 97615](file:///C:\Users\naouirdine\Downloads\Mairie%20de%20Pamandzi%20via%20notre%20plateforme:%20https:\www.marches-securises.fr%20,%20à%20l'attention%20de%20Monsieur,%20Le%20Maire,%20Madi%20madi%20souf%20%20,%2097615)

[Pamandzi, FRANCE. Tél. +33 269601282. E-mail : mifouza@mairie-pamandzi.fr. URL : https://www.marches-securises.fr.](http://www.marches-securises.fr)

**Date d'envoi du présent avis**

11juillet 2025